

TRONC COMMUN – HARMONISATION DES COURRIERS

NOMENCLATURE DES MOTIVATIONS DE DECISION POUR LA VERSION 2.1 DU TRONC COMMUN

JANVIER 2020

SOMMAIRE

Introduction4

Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et complément de ressources (CPR)7

Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) & Allocation Compensatrice pour Frais Professionnels (ACFP)10

Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément | Attribution12

AEEH et son complément | Attribution de l’AEEH et non-attribution du complément.....15

AEEH et son complément | Révision du complément18

AEEH et son complément | Compléments 1 à 6.....21

AEEH et son complément | Rejet26

Assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF)28

Carte Mobilité Inclusion (CMI)30

Demande générique34

Orientation professionnelle36

Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes / enfants41

Parcours de scolarisation et/ou formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social.....46

Prestation de Compensation du Handicap (PCH)50

PCH – Aide humaine51

PCH – Aides techniques55

PCH – Aménagement du logement, du véhicule, surcoûts transport58

PCH – Aménagement du logement.....59

PCH – Aménagement du véhicule	61
PCH – Surcoûts transport	63
PCH – Charges exceptionnelles / spécifiques	66
PCH – Aide animalière	69
PCH – Rejet.....	71
Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)	78
Contestation - Rejet.....	80

Introduction

Ce document présente des motivations de décision de CDAPH harmonisées, issues d'un travail de co-construction avec des MDPH, des représentants d'usagers et des représentants d'associations de personnes en situation de handicap.

Ce travail s'est organisé en plusieurs temps :

- Constitution d'une base juridique listant, pour chaque droit et prestation du champ de compétence de la CDAPH, les différents critères d'éligibilité ou conditions d'attribution et les références juridiques correspondantes,
- Définition des cas-types d'attribution ou de rejet de chaque droit ou prestation en fonction du respect ou non des critères d'attribution,
- Identification des cas les plus complexes à motiver ou des décisions nécessitant de clarifier ou renforcer les motivations apportées par les MDPH (réunions avec les associations et avec les MDPH),
- Rédaction d'une motivation par cas-type identifié (groupes de travail avec les MDPH),
- Relecture des motivations proposées par des représentants d'usagers (ateliers « FALC » et réunion avec les associations) et ajustements.

La nomenclature des motivations permet de compléter les outils disponibles pour les MDPH dans leurs échanges avec les usagers. Ces motivations visent à renforcer les explications transmises aux personnes pour une meilleure compréhension des décisions et une meilleure information permettant de faire valoir leurs droits. Ce travail a également permis de rappeler et préciser les fondements juridiques des décisions de CDAPH, qui s'appuient sur des textes souvent complexes.

La logique suivie lors des groupes de travail a été de rédiger pour chaque cas-type une formule expliquant la décision de la CDAPH, précisant les critères d'éligibilité ou les conditions prises en compte pour l'attribution ou le rejet du droit ou de la prestation et faisant référence aux articles réglementaires correspondants (codes de l'action sociale et des familles, de l'éducation, de la sécurité sociale ou du travail).

Ces motivations viennent compléter le travail d'harmonisation des courriers engagé dans le cadre du Tronc Commun et pourront être intégrées dans les courriers de notification harmonisés. Elles seront prévues de manière standard dans les systèmes d'information des MDPH.

Ces formulations génériques permettent de motiver une grande partie des décisions prises par les CDAPH. Il est toujours possible de préciser ces motivations pour personnaliser les réponses et prendre en compte des situations spécifiques.

A noter : Cette nouvelle version, publiée dans le cadre de la brique 2.1 du Tronc Commun, vise à compléter les motivations du palier 1 à la suite des retours des MDPH, des évolutions réglementaires et à l'ajout des courriers concernant la CMI.

Elle est à lire en complément du document « Modèles de courrier ». Les motivations nouvellement harmonisées ou corrigées apparaissent en violet dans le document ci-après.

Précisions concernant l'utilisation des motivations harmonisées :

- Les courriers de notification prévoient l'ajout d'une motivation par champ de fusion [Motivation] (*voir document Spécifications des courriers de notification aux usagers du package du Tronc Commun*).
- Dans les courriers de notification associant l'attribution de plusieurs droits ou prestations (ex : AEEH de base et complément ; AAH et CPR...), il existe un champ de fusion [Motivation] pour chaque droit attribué.
- Il est possible de personnaliser la notification et la motivation en apportant des informations complémentaires dans la zone de texte [Précision].
- Pour certains cas spécifiques de rejet ou de non attribution prévus dans cette nomenclature, les motivations ne peuvent être utilisées que si le demandeur avait apporté spécifiquement une précision dans son formulaire de demande. Par exemple, il n'est pas possible de demander spécifiquement une aide humaine aux élèves handicapés dans le formulaire de demande. Le formulaire permet uniquement de demander un « Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un ESMS. » Il n'est donc pas possible de rejeter une demande d'aide humaine aux élèves handicapés. Cependant, nous avons prévu des motivations spécifiques pour ces cas, quand la famille a indiqué dans la zone de précision du formulaire que sa demande porte spécifiquement sur cette aide (cas souvent rencontré d'après les retours des MDPH). Elles permettent d'apporter une réponse plus qualitative à la famille.
- De même, des cas spécifiques ont été identifiés concernant l'AEEH et son complément. Dans le formulaire de demande, il est prévu la possibilité de faire une demande d' « Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) voire un de ses compléments ». Il n'est pas possible de faire une demande uniquement pour le complément. Il n'est donc pas possible de rejeter le complément. Dans le cas où l'AEEH de base serait attribuée mais le complément ne le serait pas, la notification portera uniquement sur l'attribution de l'AEEH. Nous avons cependant prévu des motivations qui permettent d'expliquer les deux aspects de la décision (motivation de l'attribution de l'AEEH et motivation de la non attribution du complément). *-Voir également le cas d'usage n°8 dans le package Appropriation du Tronc Commun pour plus de précisions-*. Des exemples de précisions-types sont également proposés, pour compléter les explications dans certains cas spécifiques relatifs aux compléments d'AEEH.
- Nous avons également prévu quelques motivations spécifiques pour les situations de révision de droit, pour préciser que l'évolution de la situation ou des besoins et la nouvelle évaluation réalisée par l'EP conduit la CDAPH à réviser le droit attribué.

Codes et abréviations utilisés dans les intitulés de motivations :

Attrib : attribution

TI : taux d'incapacité

TI>50%<80% : taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (les caractères spéciaux ≤ ou ≥ n'étant pas reconnus dans les SI)

TI>50% : taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (les caractères spéciaux ≤ ou ≥ n'étant pas reconnus dans les SI)

CPLT : complément (d'AEEH)

Scola adaptée : recours à un dispositif de scolarisation adaptée

Sco adaptée : recours à un dispositif de scolarisation adaptée

Préco non suivie : préconisation de la CDAPH non suivie

Activité pro : activité professionnelle

-20% activité pro : réduction d'au moins 20% de l'activité professionnelle d'un des parents par rapport à un temps plein

TP : tierce personne

MPA : matériel pédagogique adapté

UE : unité d'enseignement

Aménag : aménagement

AHEH-I : aide humaine aux élèves handicapés individuelle

AHEH-M : aide humaine aux élèves handicapés mutualisée

Exemple : « Attrib CPLT3 -20% activité pro et frais » >> Attribution du complément d'AEEH de 3^{ème} catégorie pour réduction de 20% de l'activité professionnelle d'un des parents et frais engagés correspondant au montant pour l'attribution du complément de 3^{ème} catégorie.

Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et complément de ressources (CPR)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AAH L.821-1	Attribution	Taux d'incapacité >80%	Attrib AAH L821-1	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés ayant des conséquences majeures dans votre vie quotidienne et sur votre autonomie individuelle, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L.821-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AAH. Cette ouverture de droit est compatible avec une activité professionnelle.
AAH L.821-2	Attribution	Taux d'incapacité 50%-moins de 80% & RSDAE	Attrib AAH L821-2	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés entraînant une gêne notable dans votre vie sociale mais que votre autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Votre situation permet de conclure que vous rencontrez une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi liée à votre situation de handicap. Comme prévu à l'article L.821-2 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AAH. Cette ouverture de droit est compatible avec une activité professionnelle.
CPR (Complément de ressources)	Attribution	Attribution CPR	Attrib CPR	Votre taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80%. La CDAPH a estimé que votre capacité de travail est inférieure à 5% (article L821-1-1 de l'article du code de la sécurité sociale). Vous pouvez donc bénéficier du complément de ressources.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Absence RSDAE	Rejet AAH TI>50%<80% pas RSDAE	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés entraînant une gêne notable dans votre vie sociale mais que votre autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'évaluation de votre situation ne permet pas à la CDAPH de conclure que vous rencontrez une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi après prise en compte des conséquences professionnelles liées à votre situation de handicap, ainsi que des éléments pouvant les limiter (aménagements du poste de travail, adaptations des conditions de travail ou toute autre aide dont la mise en place pourrait être envisagée). Elle a estimé que les éléments liés à votre situation de handicap n'interdisaient pas l'accès à l'emploi ou le maintien dans l'emploi pour une durée de travail supérieure ou égale à un mi-temps (article D821-1-2 du code de la sécurité sociale). Vous ne pouvez donc pas bénéficier de l'AAH.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Taux d'incapacité <50%	Rejet AAH TI<50%	La CDAPH a reconnu que vous présentez des difficultés pouvant entraîner des limitations d'activité. Cependant, ces difficultés ont une incidence légère à modérée sur votre autonomie sociale et professionnelle, correspondant à un taux d'incapacité inférieur à 50% (en application du guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu aux articles L.821-1 et L.821-2 du code de la sécurité sociale, ce taux ne permet pas l'attribution de l'AAH.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Rejet CPR taux d'incapacité <80%	Rejet CPR TI<80%	Votre taux d'incapacité est inférieur à 80%. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du complément de ressources (article L821-1-1 du code de la sécurité sociale).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Rejet CPR capacité de travail >5%	Rejet CPR TI>50%<80% capacité travail>5%	Votre taux d'incapacité est inférieur à 80%. La CDAPH a reconnu que votre capacité de travail est supérieure à 5%. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du complément de ressources (article L821-1-1 du code de la sécurité sociale).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) & Allocation Compensatrice pour Frais Professionnels (ACFP)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Attribution	Vous êtes bénéficiaire de l'ACFP. Vous exercez une activité professionnelle ou élective à temps partiel ou à temps plein	Attrib ACFP	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACFP. La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap et votre situation professionnelle permettent le renouvellement de l'ACFP.
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Vous n'êtes pas déjà bénéficiaire de l'ACFP. Vous exercez une activité professionnelle ou élective à temps partiel ou à temps plein	Rejet ACFP Non bénéficiaire actuel	Vous n'êtes pas bénéficiaire de l'ACFP. Elle ne peut plus être attribuée. Elle est remplacée par la prestation de compensation du handicap.
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Vous exercez une activité professionnelle ou élective à temps partiel ou à temps plein	Rejet ACFP Sans activité professionnelle	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACFP. Cependant, depuis la précédente décision, votre situation a évolué. Vous n'exercez plus d'activité professionnelle, vous ne pouvez donc plus bénéficier de l'ACFP.
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Attribution	Votre taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80%. Vous êtes bénéficiaire de l'ACTP + besoin de l'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie courante	Attrib ACTP	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACTP. La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap et votre situation professionnelle permettent le renouvellement de l'ACTP.
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Non bénéficiaire	Rejet ACTP Non bénéficiaire actuel	Vous n'êtes pas bénéficiaire de l'ACTP. Cette allocation ne peut plus être attribuée, elle est remplacée par la prestation de compensation du handicap.
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Votre taux d'incapacité est inférieur à 80%.	Rejet ACTP tx<80%	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACTP. Cependant, depuis la précédente décision, votre situation a évolué. La CDAPH a reconnu que votre taux d'incapacité est à présent inférieur à 80%. Vous ne pouvez donc plus bénéficier de l'ACTP.
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément | Attribution

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	TI >80%	Attrib AEEH TI>80%	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins scola adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Besoin scola adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial peut répondre à ses besoins et difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à des soins peuvent répondre à ses besoins et difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin scola adaptée ESMS	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p>

AEEH et son complément | Attribution de l'AEEH et non-attribution du complément

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >80% mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément – Voir le cas d'usage n°8 du package Appropriation TC	Attrib AEEH TI>80% Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Soins scola Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin de soins mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Soins Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant, mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'un ESMS mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Non attrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial peut répondre à ses difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% ESMS Soins Non attrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant correspondant à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale). La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant, mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% ESMS Sco adaptée NonAttrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant, mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) peuvent répondre à ses difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>

AEEH et son complément | Révision du complément

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >80%	Attrib AEEH TI>80% Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adaptée Soins Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial peut répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins Révision CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Révision CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médicosocial et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>

AEEH et son complément | Compléments 1 à 6

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 1 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique des dépenses particulièrement coûteuses (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPT 1	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 1ère catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 1ère catégorie.
Complément 2 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein	Attrib CPT 2 -20% activité pro	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 2ème catégorie.
Complément 2 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur de 8 heures par semaine	Attrib CPT 2 8h TP	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur de 8 heures par semaine. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 2ème catégorie.
Complément 2 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique des dépenses particulièrement coûteuses (entre XXX€ et XXX€) - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPT 2 frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 2ème catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 2ème catégorie.
Complément 3 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein	Attrib CPT 3 -50% Activité pro	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 3ème catégorie.
Complément 3 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 20 heures par semaine	Attrib CPT 3 20h TP	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur de 20 heures par semaine. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 3ème catégorie.
Complément 3 de l'AEEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein La situation de handicap de votre enfant entraîne d'autres dépenses égales ou supérieures à un montant d'au minimum XXX € par mois. (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPT 3 -20% activité pro et frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein et, également, entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 3ème catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 3ème catégorie.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 3 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 8 heures par semaine.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne d'autres dépenses égales ou supérieures à un montant d'au minimum XXX € par mois. (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 3 8h TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur de 8 heures par semaine et, également, entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 3ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 3ème catégorie.</p>
Complément 3 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles comprises entre XXX € et XXX €. (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 3 frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant minimum fixé pour bénéficier du complément de 3ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 3ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle</p>	Attrib CPLT 4 -100% activité pro	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>Votre enfant a besoin du recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein</p>	Attrib CPLT 4 Temps plein TP	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 -50% activité pro et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 20 heures par semaine.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 20h TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 20 heures par semaine et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 -20% activité pro et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 8 heures par semaine ;</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX € (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 8h TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 8 heures par semaine et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 4 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 5 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 5 -100% activité pro et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 5ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 5ème catégorie.</p>
Complément 5 de l'AEEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 5 Temps plein TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein et, également, entraîne des dépenses mensuelles supplémentaires correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 5ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AEEH par l'attribution du complément d'AEEH de 5ème catégorie.</p>

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 6 de l'AAEH	Attribution	<p>L'état de santé de votre enfant impose des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle</p>	Attrib CPT 6 -100% activité pro et surveillance	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle et, également, implique des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 6ème catégorie.</p>
Complément 6 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant implique l'embauche d'une tierce personne à temps plein.</p> <p>L'état de santé de votre enfant impose des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge</p>	Attrib CPT 6 Temps plein TP et surveillance	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à une tierce personne à temps plein et, également, implique des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 6ème catégorie.</p>

AEEH et son complément | Rejet

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet AEEH hors définition handicap	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Taux incapacité > 50% et < 80% / pas d'ESMS, soins ou scolarisation adaptée	Rejet AEEH TI>50% Sans ESMS Soins Sco adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH, le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) ou un accompagnement par un établissement ou service médicosocial ne sont pas nécessaires. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier de l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Taux d'incapacité <50%	Rejet AEEH TI<50%	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés pouvant entraîner des limitations d'activité qui ne sont pas une gêne notable et correspondent à un taux d'incapacité inférieur à 50% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux ne permet pas d'ouvrir droit à l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Rejet car pas d'application de la prise en charge préconisée par la CDAPH en plus du taux > 50% et < 80%	Rejet AEEH TI>50% Préco non suivie	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, les mesures d'accompagnement et / ou de prise en charge préconisées par la CDAPH n'ont pas été mises en place. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet plus de bénéficier de l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Non-renouvellement ; Taux incapacité > 50% et < 80% / plus d'ESMS, soins ou scolarisation adaptée	Rejet AEEH TI>50% Plus ESMS soins sco adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH, le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement (orientation de la CDAPH vers une ULIS, SEGPA, CNED ou aide humaine aux élèves) ou un accompagnement par un établissement ou service médicosocial ne sont plus nécessaires. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet plus de bénéficier de l'AEEH et son complément.

Assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AVPF (Assurance vieillesse des parents au foyer)	Attribution	Taux d’incapacité supérieur ou égal à 80% + besoin d’un accompagnement / d’une assistance à domicile	Attrib AVPF	La CDAPH a reconnu que votre taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80% et que vous avez besoin d'un aidant familial pour vous aider à votre domicile. Votre aidant peut donc bénéficier de l'AVPF comme le prévoit l'article L381-1 du code de la sécurité sociale.
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Le taux d'incapacité de la personne est inférieur à 80%	Rejet AVPF TI<80%	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés correspondant à un taux d'incapacité inférieur à 80%. Conformément à l'article L381-1 du code de la sécurité sociale, votre aidant ne peut donc pas bénéficier de l'AVPF.
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Pas de reconnaissance par la CDAPH de besoin d’un accompagnement / d’une assistance à domicile	Rejet AVPF Absence besoins assistance	La CDAPH a reconnu qu'un accompagnement ou une assistance à domicile n'est pas nécessaire. Conformément à l'article L381-1 du code de la sécurité sociale, votre aidant ne peut donc pas bénéficier de l'AVPF.
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Les informations n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Carte Mobilité Inclusion (CMI)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Votre taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80%	Attrib CMI Invalidité tx >=80%	Le Conseil départemental a reconnu que vous avez des difficultés ayant des conséquences majeures dans votre vie quotidienne et sur votre autonomie individuelle, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Conformément aux articles L241-3 et R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles, ce taux vous permet de bénéficier de la CMI mention invalidité.
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous bénéficiez de l'APA en GIR 1 ou 2	Attrib CMI Invalidité APA GIR 1 ou 2	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie et êtes classé dans le groupe 1 ou 2 de la grille nationale mentionnée à l'article L.232-2. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la carte mobilité inclusion, mention invalidité (article R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous relevez de la catégorie mentionnée au 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale (invalides qui, étant absolument incapables d'exercer une profession, sont, en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie)	Attrib CMI Invalidité Pension invalid 3e cat	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes titulaire d'une pension d'invalidité de troisième catégorie. Conformément aux articles L241-3 et R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles, vous pouvez bénéficier de la CMI mention invalidité.
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Vous êtes un enfant ouvrant droit au complément d'allocation pour enfant handicapé, de la 3ème à la 6ème catégorie.	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin enfant AEEH C3 à C6	Le Conseil départemental a reconnu que votre enfant est un enfant ouvrant droit au complément d'allocation pour enfant handicapé, de la 3ème à la 6ème catégorie et qu'il a besoin d'être accompagné dans ses déplacements. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Vous êtes un adulte bénéficiaire d'une « aide humaine » dans le cadre de la Prestation de Compensation du Handicap.	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco PCH1	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes un adulte bénéficiaire d'une « aide humaine » dans le cadre de la Prestation de Compensation du Handicap et que vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Vous êtes un adulte bénéficiaire de la Majoration pour Tierce Personne (MTP) accordée à certain titulaire de la pension d'invalidité ou pension de retraite (versée à sa suite), ou d'une majoration de la rente accident du travail ou maladie professionnelle, pour assistance d'une tierce personne.	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco MTP	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes un adulte bénéficiaire de la Majoration pour Tierce Personne (MTP) ou d'une majoration de la rente accident du travail ou maladie professionnelle, pour assistance d'une tierce personne et que vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Vous êtes un adulte bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco APA	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes un adulte bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et que vous avez besoin d'être accompagné dans vos déplacements. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Votre vision centrale de la personne handicapée est inférieure à un vingtième de la normale.	Attrib CMI Invalidité sous-mention cécité	Le Conseil départemental a reconnu que votre vision centrale est inférieure à un vingtième de la normale. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "cécité" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion, Mention priorité	Attribution	Vous avez un taux d'incapacité inférieur à 80% Vous présentez une pénibilité à la station debout appréciée «en fonction des effets de votre handicap sur votre vie sociale, en tenant compte, le cas échéant, des aides techniques auxquelles vous avez recours».	Attrib CMI Priorité	Le Conseil départemental a reconnu que votre handicap rend la station debout pénible et a des effets sur votre vie sociale malgré les éventuelles aides techniques auxquelles vous avez recours. Par ailleurs, le Conseil départemental a estimé que vous avez des difficultés entraînant une gêne notable dans votre vie sociale mais que votre autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Conformément aux articles R241-12-1 et L241-3 du code de l'action sociale et des familles, vous pouvez donc bénéficier de la CMI mention priorité.
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Votre périmètre de marche est limité et inférieur à 200 mètres	Attrib CMI Stationnement - Déplacement à pied difficile	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes atteint d'un handicap qui réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	* Vous avez besoin d'être accompagné par une tierce personne dans vos déplacements * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez recours, lors de tous vos déplacements extérieurs, à une oxygénothérapie. * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez systématiquement recours à l'une des aides suivantes pour vos déplacements extérieurs : - une aide humaine ; - une canne ou tous autres appareillages manipulés à l'aide d'un ou des deux membres supérieurs (exemple : déambulateur) ; - un véhicule pour personnes handicapées : une personne qui doit utiliser systématiquement un fauteuil roulant pour ses déplacements extérieurs remplit les conditions d'attribution de la carte de stationnement pour personnes handicapées, y compris lorsqu'elle manœuvre seule et sans difficulté le fauteuil	Attrib CMI Stationnement - Accompagnement tierce personne	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes atteint d'un handicap qui impose que vous soyez accompagné par une tierce personne ou que vous ayez à recourir systématiquement à certaines aides techniques dans tous vos déplacements à l'extérieur (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	L'usager bénéficie de l'APA et est classé en GIR 1 ou 2. Il s'agit d'un cas particulier qui ne passe pas par l'EP ni la CDAPH. Cette motivation ne peut être apposée que pour l'utilisation du flux de commande qui ne passe pas par la CDAPH.	Attrib CMI Stationnement APA GIR 1 ou 2	Le Conseil départemental a reconnu que vous êtes bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie et êtes classé dans le groupe 1 ou 2 de la grille nationale mentionnée à l'article L.232-2. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la carte mobilité inclusion, mention stationnement (article R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet		Rejet CMI Invalidité ou priorité Adulte	Le Conseil départemental a considéré que vos difficultés ne correspondent pas à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Vous ne présentez pas une pénibilité à la station debout ayant des effets sur votre vie sociale. Par conséquent, vous ne répondez pas aux critères d'éligibilité pour obtenir la carte "mobilité inclusion" avec la mention "invalidité" ou "priorité" (article R. 241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet		Rejet CMI Invalidité ou priorité Enfant	<p>Le Conseil départemental a considéré que les difficultés de votre enfant ne correspondent pas à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Votre enfant ne présente pas une pénibilité à la station debout ayant des effets sur sa vie sociale.</p> <p>Par conséquent, votre enfant ne répond pas aux critères d'éligibilité pour obtenir la carte "mobilité inclusion" avec la mention "invalidité" ou "priorité" (article R. 241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).</p>
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet		Rejet CMI - Stationnement	<p>Le Conseil départemental a considéré que votre handicap ne réduit pas de manière importante et durable votre capacité et autonomie de déplacement à pied ou ne vous impose pas d'être accompagné par une tierce personne ou de recourir systématiquement à certaines aides techniques lors de tous vos déplacements à l'extérieur.</p> <p>Par conséquent, vous ne répondez pas aux critères d'éligibilité pour obtenir la carte "mobilité inclusion" avec la mention "stationnement pour personnes handicapées" (articles R241-12-1 et L.241-3 du code de l'action sociale et des familles).</p>
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet		Rejet hors définition handicap	<p>La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).</p>
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet		Rejet Absence éléments évaluation	<p>En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation afin de répondre à votre recours.</p> <p>Vous pouvez reprendre contact avec la MDPH pour qu'elle vous indique les démarches possibles suite à cette décision.</p>

Demande générique

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Demande générique	Rejet	Les informations n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire (adulte)	Rejet absence éléments évaluation adulte	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Demande générique	Rejet	Les informations n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire (enfant)	Rejet absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l’équipe pluridisciplinaire d’évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités
Demande générique	Rejet	Hors définition du handicap (adulte)	Rejet hors définition handicap adulte	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Demande générique	Rejet	Hors définition du handicap (enfant)	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Demande générique	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1ère décision de CDAPH (adulte)	Non attrib supplémentaire suite demande générique	Suite à la première décision de la CDAPH, l’équipe de la MDPH a poursuivi l’évaluation de votre situation. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé que vous n’aviez pas d’autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou que vous n’étiez éligible à aucun droit supplémentaire.
Demande générique	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1ère décision de CDAPH (enfant)	Non attrib supplémentaire suite demande générique	Suite à la première décision de la CDAPH, l’équipe de la MDPH a poursuivi l’évaluation de la situation de votre enfant. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé qu’il n’a pas d’autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou qu’il n’est éligible à aucun droit supplémentaire.

Orientation professionnelle

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation professionnelle vers le marché du travail	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé	Attrib ORP marché travail	Vous bénéficiez d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé – RQTH (article L5213-2 du code du travail). L'accompagnement par le service public de l'emploi permet de compenser les difficultés d'insertion ou de maintien dans l'emploi.
Orientation professionnelle vers le marché du travail	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous demandez une orientation en CRP. La CDAPH a reconnu que vous pouvez suivre une formation en milieu ordinaire (rejet implicite du CRP)	Attrib ORP marché travail formation ordinaire	Après évaluation de vos capacités et de votre projet professionnel, la CDAPH a reconnu que vous pouvez suivre une formation en milieu ordinaire. L'accompagnement par le service public de l'emploi permet de compenser vos difficultés d'insertion ou de maintien dans l'emploi.
Orientation vers le dispositif ITEP	Attribution	Décret n° 2017-620 du 24 avril 2017 - Intervention interdisciplinaire CASF D312-59-1 & D312-59-2	Attrib dispositif ITEP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un dispositif ITEP lui apportera un soutien éducatif personnalisé, une scolarisation adaptée à ses besoins, ainsi que des moyens médicaux et de rééducation personnalisés (article L312-7-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers l'unité d'évaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans	Attrib UEROS	Après évaluation de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, la CDAPH a reconnu qu'un stage d'évaluation et de réentrainement professionnel (UEROS) pourra vous accompagner dans la définition de votre projet professionnel (article D312-161-3 du code du travail).
Orientation vers un dispositif d'emploi accompagné	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. Vous êtes en milieu ordinaire de travail ou un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail mais rencontrez des difficultés particulières pour sécuriser de façon durable votre insertion professionnelle	Attrib EA milieu ordinaire avec difficultés	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez une orientation professionnelle vers le milieu ordinaire de travail et vous rencontrez des difficultés particulières pour sécuriser de façon durable votre insertion professionnelle. Comme prévu aux articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail, vous pouvez bénéficier du dispositif Emploi accompagné.
Orientation vers un dispositif d'emploi accompagné	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail et avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail	Attrib EA ESAT avec projet milieu ordinaire	Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail et avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Comme prévu aux articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail, vous pouvez donc bénéficier du dispositif Emploi accompagné.
Orientation vers un dispositif d'emploi accompagné	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. Vous avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail	Attrib EA RQTH insertion milieu ordinaire	Vous êtes reconnu travailleur handicapé et vous avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Comme prévu aux articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail, vous pouvez donc bénéficier du dispositif Emploi accompagné.
Orientation en Centre de pré-orientation (CPO)	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. La CDAPH vous attribue une orientation en centre de pré-orientation car : - votre orientation professionnelle présente des difficultés particulières qui ne peuvent être résolues par l'équipe technique de la CDAPH - vous avez besoin d'un accompagnement pour travailler votre projet professionnel.	Attrib CPO	Après évaluation de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, la CDAPH a reconnu qu'un stage de pré-orientation pourra vous accompagner dans la définition de votre projet professionnel (article R5213-2 du code du travail).
Orientation en Centre de rééducation professionnelle (CRP)	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans	Attrib CRP	Après évaluation de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, la CDAPH a reconnu votre besoin de formation professionnelle en CRP pour vous accompagner dans votre reconversion professionnelle (article R5213-2 du code du travail).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation en Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Attribution	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. -une capacité de travail inférieure à un tiers au sens de l'article R. 341-2 du code de la sécurité sociale, aptitude potentielle à travailler suffisante pour justifier une admission en ESAT -une capacité de travail supérieure ou égale au tiers de la capacité normale et besoin d'un ou de plusieurs soutiens médicaux, éducatifs, sociaux, psychologiques -des besoins ne pouvant être satisfaits par une orientation vers le marché du travail ordinaire	Attrib ESAT	Vous pouvez exercer une activité professionnelle. Compte tenu de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, cette activité peut être exercée en milieu protégé. Vous pourrez bénéficier d'un accompagnement dans vos démarches d'insertion sociale et professionnelle par l'ESAT (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet ORP hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Orientation professionnelle - Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de pré-orientation (CPO) ou Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de pré-orientation (CPO) ou Unité d'évaluation, de réentraînement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet EA Hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
				de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Le dispositif d'emploi accompagné est ouvert aux personnes à partir de 16 ans	Rejet EA condition d'âge	La CDAPH a considéré que votre enfant n'a pas l'âge requis pour pouvoir bénéficier du dispositif d'emploi accompagné, l'âge légal ayant été fixé à 16 ans par l'article D.5213-89 du code du travail.
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Vous avez plus de 16 ans. Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail mais n'avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail	Rejet EA ESAT absence projet milieu ordinaire	Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail mais vous n'avez pas de projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Selon les conditions prévues aux articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail, vous ne pouvez donc pas bénéficier du dispositif Emploi accompagné.
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Vous êtes reconnu travailleur handicapé mais n'avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail	Rejet EA RQTH absence projet milieu ordinaire	Vous êtes reconnu travailleur handicapé et disposez de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé mais vous n'avez pas de projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Selon les conditions prévues aux articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail, vous ne pouvez donc pas bénéficier du dispositif Emploi accompagné.
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	La prise en charge de l'usager par un dispositif d'Emploi accompagné n'est pas nécessaire : l'usager bénéficie déjà d'un accompagnement adapté / l'offre existante en matière d'insertion professionnelle peut répondre à son besoin. Ajouter à la suite de cette motivation, les préconisations (vers Cap emploi, vers un autre dispositif...)	Rejet EA Accompagnement par d'autres dispositifs d'insertion pro	Après évaluation de votre projet de vie et de vos capacités de travail, la CDAPH a considéré que l'emploi accompagné n'est pas le dispositif le plus pertinent pour répondre à vos besoins professionnels. D'autres dispositifs en matière d'insertion professionnelle sont plus adaptés à votre situation.
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. Votre capacité de travail est inférieure à un tiers de la capacité d'une personne valide et vous n'avez pas une aptitude potentielle à travailler suffisante pour être admis en ESAT.	Rejet ESAT Capacité travail insuffisante	Après l'évaluation de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, la CDAPH a reconnu que votre situation ne vous permet pas de travailler en milieu protégé (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez plus de 16 ans. Votre capacité de travail est supérieure ou égale au tiers de la capacité normale mais vous n'avez pas besoin d'un ou plusieurs soutiens médicaux, éducatifs, sociaux, psychologiques. Vous pouvez travailler sur le marché du travail ordinaire.	Rejet ESAT Capacité travail > 1/3	Après l'évaluation de votre projet de vie, de vos capacités et de vos besoins pour le travail, la CDAPH a reconnu que vos capacités de travail vous permettent de travailler dans le milieu ordinaire du travail (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a reconnu que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation professionnelle - Marché du travail	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet ORP hors définition handicap	La CDAPH a reconnu que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Marché du travail	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes / enfants

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib EAM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a considéré que l'accueil dans un Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie vous apportera une aide dans votre vie quotidienne, un soutien dans votre autonomie ainsi que des soins et une surveillance médicale (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Etablissement d'accueil non médicalisé	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib EANM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Etablissement d'accueil non médicalisé vous aidera à conserver votre autonomie dans la vie quotidienne et vous permettra de réaliser des activités correspondant à votre projet (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Pas de reconnaissance du besoin d'une orientation vers un ESMS	Rejet ESMS	Après l'évaluation de votre projet de vie, de vos besoins et de vos capacités, la CDAPH n'a pas reconnu que votre situation nécessite un accompagnement par un ESMS (L.312-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Orientation vers un établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés	Attribution	Besoin d'une prise en charge et un soutien personnalisés	Attrib EEAP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés lui apportera un accompagnement dans la vie quotidienne, sociale et scolaire ainsi que des soins médicaux et de rééducation personnalisés (article D312-83 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer d'accueil médicalisé (FAM)	Attribution	Assistance pour les actes de la vie quotidienne, prestation de soins, surveillance médicale, besoin d'aide pour l'insertion sociale	Attrib FAM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a considéré que l'accueil dans un FAM vous apportera une aide dans votre vie quotidienne, un soutien dans votre autonomie ainsi que des soins et une surveillance médicale (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer de vie	Attribution	Besoin en matière d'autonomie	Attrib FV	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un foyer de vie vous aidera à conserver votre autonomie dans la vie quotidienne et vous permettra de réaliser des activités correspondant à votre projet (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer d'hébergement	Attribution	Besoin en matière d'autonomie / soins	Attrib FH	Vous êtes orienté en ESAT. Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un foyer d'hébergement vous permettra de disposer d'un hébergement et d'un accompagnement adaptés à vos besoins dans la vie quotidienne et pour la participation sociale (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Institut d'éducation motrice (IEM)	Attribution	Déficience motrice Besoin de moyens spécifiques pour le suivi médical, l'éducation spécialisée, la formation générale et professionnelle	Attrib IEM	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un IEM lui apportera les moyens médicaux, scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-61 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Institut d'éducation sensorielle (IES)	Attribution	Déficience visuelle Recours à des moyens spécifiques pour le suivi médical, la compensation du handicap, l'acquisition de connaissances scolaires et d'une formation professionnelle	Attrib IES	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un IES lui apportera les moyens médicaux, scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-61 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Institut médico-éducatif (IME)	Attribution	Déficit intellectuel D312-11 et D312-12 : Accompagnement famille & entourage ; Soins & rééducation ; Surveillance médicale régulière ; Soutien dans les apprentissages ; Facilitation de la communication & socialisation	Attrib IME	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un IME lui apportera un soutien dans les apprentissages ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation personnalisés (article D312-12 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un institut pour déficients auditifs	Attribution	Déficiência auditive	Attrib institut déficients auditifs	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Institut pour déficients auditifs lui apportera un soutien éducatif personnalisé ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-99 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un institut pour déficients visuels	Attribution	Déficiência visuelle	Attrib institut déficients visuels	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Institut pour déficients visuels lui apportera un soutien éducatif personnalisé ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-112 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP)	Attribution	Intervention interdisciplinaire : CASF D312-59-1 & D312-59-2	Attrib ITEP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un ITEP lui apportera un soutien éducatif personnalisé, une scolarisation adaptée à ses besoins ainsi que des moyens médicaux et de rééducation personnalisés (article D312-59-2 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Maison d'accueil spécialisée (MAS)	Attribution	Altération des capacités pour les actes de la vie quotidienne ; Besoin du recours à une tierce personne pour les actes de la vie courante ; Surveillance médicale et soins constants	Attrib MAS	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans une MAS vous apportera une aide dans la vie quotidienne ainsi que des soins et une surveillance médicale répondant à vos besoins (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers Service de soins et d'aide à domicile (SSAD)	Attribution	Le Service de Soins et d'Aide à Domicile scolaire fait partie des SESSAD et il est spécialisé dans l'accompagnement d'enfants polyhandicapés.	Attrib SSAD	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SESSAD lui apportera un soutien à la scolarisation et à l'acquisition de l'autonomie en proposant des moyens médicaux, paramédicaux, éducatifs et pédagogiques adaptés (article D312-55 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Pôle d'enseignement jeune sourd (PEJS)	Attribution	Le PEJS s'adresse exclusivement à des jeunes sourds pour lesquels les familles ont fait le choix d'un mode de communication, soit bilingue (LSF/français écrit), soit en langue française	Attrib PESJ	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, l'orientation vers un pôle d'enseignement jeune sourd (PESJ) permettra son maintien en classe ordinaire avec des modalités adaptées (circulaire n° 2017-011 du 3 février 2017).
Orientation vers un Service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS)	Attribution	Besoin d'aide dans la vie quotidienne & pour la participation sociale	Attrib SAVS	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAVS vous apportera une aide dans la vie quotidienne et dans les démarches courantes de la vie sociale et professionnelle (articles D312-162 et D312-163 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP)	Attribution	Déficiência visuelle D312-105 : Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce pour les enfants de la naissance à trois ans, qui assure la prise en charge définie à l'article D. 312-99 et tout particulièrement le conseil et l'accompagnement des familles et de l'entourage familial de l'enfant, l'approfondissement du diagnostic et de l'adaptation prothétique, l'éveil et le développement de la communication [...]	Attrib SAFEP déficiência visuelle	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAFEP apportera un soutien précoce à l'enfant et à sa famille et proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages (articles D312-99 et D312-117 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP)	Attribution	Déficience auditive CASF D312-99 & D312-105/106	Attrib SAFEP déficience auditive	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAFEP apportera un soutien précoce à l'enfant et à sa famille et proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages (articles D312-99 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)	Attribution	Besoin d'aide dans la vie quotidienne ; de soins & pour la participation sociale Cf SAVS + soins réguliers et coordonnés et accompagnement médical & paramédical en milieu ouvert	Attrib SAMSAH	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAMSAH vous apportera une aide dans la vie quotidienne et dans les démarches courantes de la vie sociale et professionnelle, ainsi que des soins médicaux et paramédicaux (articles D312-162 et D312-167 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'aide à l'acquisition de l'autonomie et à la scolarisation (SAAAI)	Attribution	Article D312-117 : un SAAAI apportant, d'une part, l'ensemble des moyens de compensation du handicap, de développement de la vision fonctionnelle, d'apprentissage des techniques palliatives, d'autre part, les soutiens pédagogiques adaptés et assurant la mise à disposition des matériels et équipements spécialisés.	Attrib SAAAI	Votre enfant est scolarisé en milieu ordinaire. Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAAAI favorisera la scolarisation de votre enfant en proposant un soutien éducatif et pédagogique adapté à ses besoins et des techniques de compensation spécialisées (article D312-117 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service de soutien à l'éducation familiale et à la scolarisation (SSEFIS)	Attribution	Déficience auditive (plus de 3 ans – scolarisation en milieu ordinaire ; Votre enfant nécessite un accompagnement comportant le conseil et l'accompagnement de sa famille et de son entourage familial, l'approfondissement du diagnostic, l'aide au développement et la préparation des orientations collectives ultérieures ;	Attrib SSEFIS avec scola milieu ordinaire	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SSEFIS apportera un soutien à l'enfant et à sa famille et proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages (articles D312-98 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service de soutien à l'éducation familiale et à la scolarisation (SSEFIS)	Attribution	Déficience auditive (3 à 6 ans – pas de scolarisation en milieu ordinaire)	Attrib SSEFIS sans scola milieu ordinaire	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SSEFIS apportera un soutien à l'enfant et à sa famille et proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages (articles D312-98 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)	Attribution	Soutien à la scolarisation ou à l'acquisition de l'autonomie comportant l'ensemble des moyens médicaux, paramédicaux, psycho-sociaux, éducatifs et pédagogiques adaptés	Attrib SESSAD	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SESSAD lui apportera un soutien à la scolarisation et à l'acquisition de l'autonomie en proposant des moyens médicaux, paramédicaux, éducatifs et pédagogiques adaptés (article D312-55 du code de l'action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Attribution	Plus de 20 ans / Maintien dans le même ESMS faute de place	Attrib maintien amendement Creton	Vous êtes maintenu dans le même ESMS en l'absence d'une admission possible dans un établissement pour adultes (article L. 242-4 du code de l'action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Moins de 20 ans / Non concerné par l'amendement Creton	Rejet amendement Creton moins 20ans	Vous avez moins de 20 ans, vous n'êtes pas concerné par le maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton.
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Plus de 20 ans / Possibilité d'être immédiatement admis en établissement médico-social pour adultes	Rejet amendement Creton ESMS adulte possible	La CDAPH vous a attribué une orientation vers un établissement pour adultes. Vous pouvez être immédiatement admis dans un établissement médico-social pour adultes. Le maintien en établissement pour enfants au titre de l'amendement Creton n'est donc plus justifié (article L. 242-4 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)	Attribution	Accompagnement transitoire, en attente d’une solution adaptée ou accompagnement plus pérenne et à part entière pour certaines situations spécifiques (accompagnement global de la personne) ou solution complémentaire, dans le cas d’un accompagnement devant être renforcé permettant une meilleure inclusion de la personne concernée.	Attrib PCPE adulte	Suite à l'évaluation de vos besoins et de vos capacités, la CDAPH a reconnu que votre situation nécessite un accompagnement par un pôle de compétences et de prestations externalisées (PCPE) pour vous aider à mettre en oeuvre votre projet de vie (circulaire du 12 avril 2016 relative à la mise en œuvre des pôles de compétences et de prestations externalisées pour les personnes en situation de handicap).
Orientation vers un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)	Attribution	Accompagnement transitoire, en attente d’une solution adaptée ou accompagnement plus pérenne et à part entière pour certaines situations spécifiques (accompagnement global de la personne) ou solution complémentaire, dans le cas d’un accompagnement devant être renforcé permettant une meilleure inclusion de la personne concernée.	Attrib PCPE enfant	Suite à l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que sa situation nécessite un accompagnement par un pôle de compétences et de prestations externalisées (PCPE) pour l'aider à mettre en oeuvre son projet de vie. (circulaire du 12 avril 2016 relative à la mise en œuvre des pôles de compétences et de prestations externalisées pour les personnes en situation de handicap).

Parcours de scolarisation et/ou formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Attribution d'une aide individuelle - La motivation est surtout importante en cas de diminution du nombre d'heures attribué ou d'attribution d'un nombre d'heures inférieur à celui demandé si précisé dans le formulaire	Attrib AHEH-I	La CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite l'aide d'une personne lui apportant une attention soutenue et continue. Durant le temps d'aide attribué, cette personne accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans le projet personnalisé de scolarisation ou dans la présente notification (articles L351-3 et D351-16-1 du Code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Révision – Modification du nombre d'heures attribué	Attrib AHEH-I Révision	La CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite l'aide d'une personne lui apportant une attention soutenue et continue. Suite à la nouvelle évaluation de la situation de votre enfant, le nombre d'heures attribué a été révisé pour répondre à ses besoins. Durant le temps attribué, la personne qui aide accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans le projet personnalisé de scolarisation ou dans la présente notification (articles L351-3 et D351-16-1 du Code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Révision – Attribution d'un nombre d'heures inférieur car plus grande autonomie	Attrib AHEH-I Révision heures suite autonomisation	La CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite toujours l'aide d'une personne lui apportant une attention soutenue et continue. Cependant, votre enfant ayant gagné en autonomie, le nombre d'heures d'aide attribué a été révisé. Durant le temps d'aide attribué, la personne qui aide accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans le projet personnalisé de scolarisation ou dans la présente notification (articles L351-3 et D351-16-1 du Code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Non renouvellement	Révision – Attribution d'un parcours de scolarisation mais non renouvellement de l'aide humaine	Non renouvellement AHEH-I Pas effets attendus	Après l'évaluation de la situation scolaire de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'aide humaine apportée n'a pas produit les effets attendus pour l'autonomisation dans la vie sociale et relationnelle et pour l'accès aux apprentissages de votre enfant (article L351-3 du Code de l'éducation). Cette aide n'apporte pas la réponse satisfaisante à ses besoins. Elle n'est donc pas renouvelée. D'autres aides seront mises en place pour répondre à ses besoins.
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Non renouvellement	Révision – Attribution d'un parcours de scolarisation mais non renouvellement de l'aide humaine	Non renouvellement AHEH-I Absence besoin	Après l'évaluation de la situation scolaire de votre enfant, la CDAPH a reconnu que votre enfant n'a plus besoin d'une aide humaine dans le cadre de sa scolarité. Cette aide n'est donc pas renouvelée (article L351-3 du Code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Non renouvellement	Révision – Attribution d'un parcours de scolarisation mais non renouvellement de l'aide humaine	Non renouvellement AHEH-I Aide insuffisante	Après l'évaluation de la situation scolaire de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'aide humaine apportée dans le cadre de la scolarité n'est pas adaptée ou suffisante pour compenser les difficultés rencontrées par votre enfant en classe ordinaire (article L351-3 du Code de l'éducation). Cette aide n'est donc pas renouvelée. D'autres aides seront mises en place pour répondre à ses besoins.
Aide humaine aux élèves handicapés - mutualisée	Attribution	Aide humaine mutualisée	Attrib AHEH-M	Après l'évaluation de la situation scolaire de votre enfant, la CDAPH a reconnu un besoin d'aide ne nécessitant pas une attention soutenue et continue, la personne qui aide pourra accompagner d'autres élèves. L'accompagnement dans les différentes activités précisées dans le projet personnalisé de scolarisation ou dans la présente notification sera organisé par les services de l'Education nationale (articles D351-16-1, D351-16-2 et D351-16-3 du code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - mutualisée	Attribution	Révision – Passage d'une aide individuelle à mutualisée	Attrib AHEH-M Passage individuelle à mutualisée	Après l'évaluation de la situation scolaire de votre enfant, la CDAPH a reconnu un besoin d'aide ne nécessitant plus une attention soutenue et continue, la personne qui aide pourra accompagner d'autres élèves. L'accompagnement dans les différentes activités précisées dans le projet personnalisé de scolarisation ou dans la présente notification sera organisé par les services de l'Education nationale (articles D351-16-1, D351-16-2 et D351-16-3 du code de l'éducation).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Maintien en maternelle	Attribution		Attrib Maintien maternelle	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, le maintien en maternelle favorisera l'acquisition des apprentissages nécessaires à l'accès au cycle supérieur (article D351-7 du Code de l'éducation).
Matériel pédagogique adapté	Attribution		Attrib MPA	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que votre enfant a besoin de matériel pédagogique adapté pour favoriser sa scolarité et pour compenser ses besoins dans ses apprentissages (article D351-7 du Code de l'éducation).
Orientation en Dispositif LSF / LPC	Attribution		Attrib dispositif LSF LPC	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, l'orientation vers un dispositif LSF ou LPC permettra son maintien en classe ordinaire avec des modalités adaptées (article D351-7 du Code de l'éducation).
Orientation en Enseignement adapté (SEGPA/EREA)	Attribution		Attrib SEGPA EREA	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, cette orientation en SEGPA ou EREA permettra son maintien en scolarisation en classe ordinaire avec un enseignement adapté à ses besoins (articles L351-1 et D332-7 du Code de l'éducation).
Orientation en enseignement ordinaire	Attribution		Attrib enseignement ordinaire	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que l'enseignement en classe ordinaire, accompagné des mesures mentionnées dans le projet personnalisé de scolarisation, est adapté aux besoins de votre enfant.
Orientation en enseignement ordinaire	Attribution		Attrib enseignement ordinaire - précision non-attrib autre dispositif	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation et de ses capacités, la CDAPH a reconnu que l'enseignement en classe ordinaire est actuellement la solution la plus adaptée à votre enfant. La CDAPH a estimé que votre enfant ne présentait pas de limitation d'activité ou de restriction de participation l'empêchant d'évoluer en milieu scolaire ordinaire et rendant nécessaire le recours à un dispositif adapté (article D351-4 du code de l'éducation).
Orientation en Unité d'enseignement	Attribution	Handicap ou trouble de la santé invalidant & besoin accompagnement ESMS	Attrib UE	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que l'unité d'enseignement apportera à votre enfant les moyens scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à ses besoins (articles D351-4 et D351-7 du Code de l'éducation).
Orientation en Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)	Attribution	Besoins en matière d'inclusion scolaire	Attrib ULIS	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que l'orientation en unité localisée pour l'inclusion scolaire permettra sa scolarisation en milieu ordinaire en apportant des soutiens éducatifs et pédagogiques adaptés à ses besoins.
Orientation vers une Scolarisation en milieu ordinaire à temps partagé (UE et établissement scolaire)	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib milieu ordinaire et UE temps partagé	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que la scolarisation à temps partagé (UE et établissement scolaire) permettra à votre enfant de bénéficier à la fois d'une scolarisation en milieu ordinaire et d'un accompagnement médicosocial répondant à ses besoins.
Orientation vers une Unité d'enseignement et une scolarisation en ULIS à temps partagé	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib ULIS et UE temps partagé	Compte tenu des besoins de votre enfant identifiés dans son projet personnalisé de scolarisation, la CDAPH a reconnu que la scolarisation à temps partagé en Unité d'enseignement et en ULIS permettra à votre enfant de bénéficier des moyens scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à ses besoins. Cette orientation favorisera aussi la scolarisation en milieu ordinaire de votre enfant en apportant des soutiens éducatifs et pédagogiques adaptés à ses besoins.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet parcours scola Hors définition handicap	Compte tenu des éléments recueillis, la CDAPH a reconnu que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants	Rejet parcours scola Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.

Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

PCH – Aide humaine

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Adulte : Besoins d'aide pour les actes essentiels de l'existence et/ou de surveillance régulière	Attrib PCH1 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine, prévus à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles, sont également remplis (présence d'une difficulté absolue pour la réalisation d'un acte essentiel de la vie quotidienne ou de 2 difficultés graves pour la réalisation d'actes essentiels ou nécessité d'aide et/ou de surveillance pour au moins 45 minutes par jour).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Enfant : Besoins d'aide pour les actes essentiels de l'existence et/ou de surveillance régulière	Attrib PCH1 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine, prévus à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles, sont également remplis (présence d'une difficulté absolue pour la réalisation d'un acte essentiel de la vie quotidienne ou de 2 difficultés graves pour la réalisation d'actes essentiels ou nécessité d'aide et/ou de surveillance pour au moins 45 minutes par jour).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Adulte : Fonction élective	Attrib PCH1 fonction élective	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a constaté que votre activité professionnelle ou votre fonction élective vous impose des frais supplémentaires liés à votre situation de handicap (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Ces frais peuvent être pris en charge par la prestation de compensation du handicap.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures	Attrib PCH1 adulte Révision suite autonomisation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la précédente évaluation, votre autonomie s'est améliorée, le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 Enfant avec réduction du nombre d'heures	Attrib PCH1 enfant Révision suite autonomisation	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la précédente évaluation, son autonomie s'est améliorée, le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures	Attrib PCH1 adulte Révision car autre compensation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la précédente évaluation, vos besoins en aide humaine ont diminué car ils sont en partie compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 enfant avec réduction du nombre d'heures	Attrib PCH1 enfant Révision car autre compensation	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la précédente évaluation, ses besoins en aide humaine ont diminué car ils sont en partie compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures (heures utilisées pour des activités non éligibles à la pch)	Attrib PCH1 adulte Révision suite activités hors PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la dernière évaluation, la CDAPH a constaté que certaines heures d'aide humaine sont utilisées pour réaliser des activités qui ne peuvent pas être financées par la prestation de compensation du handicap. Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 enfant avec réduction du nombre d'heures (heures utilisées pour des activités non éligibles à la pch)	Attrib PCH1 enfant Révision suite activités hors PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Depuis la dernière évaluation, la CDAPH a constaté que certaines heures d'aide humaine sont utilisées pour réaliser des activités qui ne peuvent pas être financées par la prestation de compensation du handicap. Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 adulte (évolution des besoins)	Attrib PCH1 adulte Révision suite évolution besoins	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Vos besoins en aide humaine ont évolué depuis la précédente évaluation, le nombre d'heures attribué a donc changé.
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 enfant (évolution des besoins)	Attrib PCH1 enfant Révision suite évolution besoins	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Ses besoins en aide humaine ont évolué depuis la précédente évaluation, le nombre d'heures attribué a donc changé.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 adulte à 0€ (aide apportée par un autre financeur – MTP ou PC RTP)	Attrib PCH1 adulte Montant 0€ déduction MTP	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Néanmoins, vous percevez déjà une aide (Majoration pour Tierce Personne ou Prestation Complémentaire pour Recours à Tierce Personne). Après déduction de cette aide, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour. Si le montant de votre aide évolue, vous pouvez solliciter le Conseil départemental pour un nouveau calcul de vos droits à la PCH (conformément à l'article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aides techniques

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 – Aide technique Adulte	Attrib PCH2 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH.
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 - Enfants	Attrib PCH2 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH.
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH2 adulte à 0 € Equipement d’utilisation courante sans surcoût	Attrib PCH2 adulte à 0€ équipement sans surcoût	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Un équipement d’utilisation courante vous apporte une facilité d’usage. Toutefois, cet équipement ne nécessite pas le financement d’un surcoût au titre de la PCH (annexe 2-5 du code de l’action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH2 enfant à 0 € Equipement d’utilisation courante sans surcoût	Attrib PCH2 enfant à 0€ équipement sans surcoût	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu’il a besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Un équipement d’utilisation courante lui apporte une facilité d’usage. Toutefois, cet équipement ne nécessite pas le financement d’un surcoût au titre de la PCH (annexe 2-5 du code de l’action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 adulte à 0 € Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH2 adulte à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour cette aide. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (conformément à l’article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 enfant à 0 € Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH2 enfant à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu’il a besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour cette aide. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut être attribuée au titre de la PCH (conformément à l’article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 adulte à 0 € Aide prise en charge par un ESMS	Attribu PCH2 adulte à 0€ ESMS	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. L'établissement de santé, social ou médico-social qui vous accueille actuellement couvre déjà ce besoin en aide technique dans le cadre de ses missions. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour.
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 enfant à 0 € Aide prise en charge par un ESMS	Attribu PCH2 enfant à 0€ ESMS	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu’il a besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. L'établissement de santé, social ou médico-social qui accueille actuellement votre enfant couvre déjà ce besoin en aide technique dans le cadre de ses missions. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour.

PCH – Aménagement du logement, du véhicule, surcoûts transport

PCH – Aménagement du logement

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Déménagement	Attrib PCH3 adulte Déménagement	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu qu'un déménagement dans un logement plus accessible est nécessaire pour maintenir ou améliorer votre autonomie pour réaliser ces activités (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Déménagement	Attrib PCH3 enfant Déménagement	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu qu'un déménagement dans un logement plus accessible est nécessaire pour maintenir ou améliorer son autonomie pour réaliser ces activités (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Aménagement du logement de celui qui héberge	Attrib PCH3 adulte Aménag de l'hébergement	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Un aménagement du logement dans lequel vous vivez permettra de maintenir ou d'améliorer votre autonomie (article D.245-16 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Aménagement du logement de celui qui héberge	Attrib PCH3 enfant Aménag de l'hébergement	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Un aménagement du logement dans lequel il vit permettra de maintenir ou d'améliorer son autonomie (article D.245-16 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Aménagement du domicile personnel	Attrib PCH3 adulte Aménag domicile personnel	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu qu'un aménagement du logement est nécessaire pour maintenir ou améliorer votre autonomie pour réaliser ces activités (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Aménagement du domicile personnel	Attrib PCH3 enfant Aménag domicile familial	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Un aménagement du logement permettra de maintenir ou d'améliorer son autonomie (article D.245-16 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aménagement du véhicule

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Adulte - Aménagement véhicule - permis	Attrib PCH3 Aménag poste conduite Mention permis	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Vous souhaitez aménager le poste de conduite du véhicule que vous utilisez et ce besoin ainsi que les aménagements nécessaires sont mentionnés sur votre permis (article D245-18 du code de l’action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Adulte - Aménagement véhicule - pas de permis / conduite accompagnée	Attrib PCH3 adulte Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Ce besoin est mentionné dans l’avis établi par le médecin de la préfecture. Vous n'avez pas le permis et vous souhaitez aménager votre poste de conduite pour apprendre à conduire dans le cadre de la conduite accompagnée.
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	PCH 3 Enfant : Aménagement véhicule - pas de permis / conduite accompagnée	Attrib PCH3 enfant Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de ses besoins et de son autonomie, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et a besoin d’aménager le véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Ce besoin est mentionné dans l’avis établi par le médecin de la préfecture. Votre enfant n’a pas le permis et souhaite aménager le poste de conduite du véhicule qu’il utilise pour apprendre à conduire dans le cadre de la conduite accompagnée.
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Véhicule sans permis	Attrib PCH3 Aménag véhicule sans permis	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que vous avez besoin d’aménager le poste de conduite du véhicule sans permis que vous utilisez. (articles L245-3 et D245-18 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Passager d'un véhicule nécessitant un aménagement	Attrib PCH3 Aménag véhicule passager (adulte)	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que vous avez besoin d’aménager le véhicule que vous utilisez habituellement en tant que passager (articles L245-3 et D245-18 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Passager d'un véhicule nécessitant un aménagement	Attrib PCH3 Aménag véhicule passager (enfant)	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour ses déplacements extérieurs et qu’il a besoin que soit aménagé le véhicule qu’il utilise habituellement en tant que passager (articles L245-3 et D245-18 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Surcoûts transport

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Adulte Plafond 5000 €	Attrib PCH3 adulte Surcoûts transport 5000€	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que vos trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés, entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap. Compte tenu de votre situation, cette aide est limitée à 5 000 € pour la période.
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Enfant Plafond 5000 €	Attrib PCH3 enfant Surcoûts transport 5000€	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que les trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés de votre enfant entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap. Compte tenu de la situation de votre enfant, cette aide est limitée à 5 000 € pour la période.
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Adulte Plafond 12 000 €	Attrib PCH3 adulte Surcoûts transport 12000€	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que vos trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés, entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap. Compte tenu de votre situation, cette aide est limitée à 12 000 € pour la période.
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Enfant Plafond 12 000 €	Attrib PCH3 enfant Surcoûts transport 12000€	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que les trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés de votre enfant entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap. Compte tenu de la situation de votre enfant, cette aide est limitée à 12 000 € pour la période.
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 à 0€ Surcoûts transport Adulte pris en charge par un établissement	Attrib PCH3 à 0€ adulte surcoût pris en charge ESMS	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que votre accueil en établissement (ou service) social ou médico-social entraîne un recours régulier ou fréquent à un transport assuré par un tiers ou un déplacement aller-retour supérieur à 50km. Toutefois, ce surcoût lié au transport est pris en charge par l'établissement d'accueil. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 à 0€ surcoûts transport Enfant pris en charge par un établissement	Attrib PCH3 à 0€ enfant surcoût pris en charge ESMS	<p>Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>La CDAPH a reconnu que l'accueil de votre enfant en établissement de santé, social ou médico-social entraîne un recours régulier ou fréquent à un transport assuré par un tiers ou un déplacement aller-retour supérieur à 50km.</p> <p>Toutefois, ce surcoût lié au transport est pris en charge par l'établissement d'accueil.</p> <p>Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour.</p>

PCH – Charges exceptionnelles / spécifiques

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 - Adultes	Attrib PCH4 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que votre situation de handicap vous oblige à engager des dépenses ponctuelles qui ne sont pas couvertes par un autre élément de la prestation de compensation (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 - Enfants	Attrib PCH4 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que sa situation de handicap implique des dépenses ponctuelles qui ne sont pas couvertes par un autre élément de la prestation de compensation (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 à 0€ - Adultes Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH4 adulte à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que votre situation de handicap vous oblige à engager des dépenses ponctuelles qui ne sont pas couvertes par un autre élément de la prestation de compensation (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (conformément à l'article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 à 0€ - Enfants Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH4 enfant à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que sa situation de handicap implique des dépenses ponctuelles qui ne sont pas couvertes par un autre élément de la prestation de compensation (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (conformément à l'article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles)."
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 - Adultes	Attrib PCH4 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que votre situation de handicap vous oblige à engager des dépenses permanentes et prévisibles (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 - Enfants	Attrib PCH4 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que sa situation de handicap implique des dépenses permanentes et prévisibles (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 à 0€ - Adultes Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH4 adulte à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que votre situation de handicap vous oblige à engager des dépenses permanentes et prévisibles (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (conformément à l'article R245-40 et R245-62 du code de l'action sociale et des familles)."
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 - Adultes	Attrib PCH4 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que votre situation de handicap vous oblige à engager des dépenses ponctuelles qui ne sont pas couvertes par un autre élément de la prestation de compensation (article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aide animalière

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 5 - Aide animalière	Attribution	PCH 5 - Aide animalière (Adulte)	Attrib PCH5 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide animalière sont remplis. Une aide animalière pourra vous aider à maintenir ou améliorer votre autonomie dans la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 5 - Aide animalière	Attribution	PCH 5 - Aide animalière (Enfant)	Attrib PCH5 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide animalière sont remplis. Une aide animalière pourra l'aider à maintenir ou améliorer son autonomie dans la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Rejet

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Usager adulte non éligible à la PCH	Rejet PCH adulte Non éligibilité PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez ne correspondent pas aux critères d'attribution de la prestation de compensation du handicap mentionnés à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles (présence d'une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité de la vie quotidienne ou de difficultés graves pour la réalisation d'au moins deux activités de la vie quotidienne).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Usager enfant non éligible à la PCH	Rejet PCH enfant Non éligibilité PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés qu'il rencontre ne correspondent pas aux critères d'attribution de la prestation de compensation du handicap mentionnés à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles (présence d'une difficulté absolue pour la réalisation d'une activité de la vie quotidienne ou de difficultés graves pour la réalisation d'au moins deux activités de la vie quotidienne).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Durée <1 an (adulte)	Rejet PCH adulte Durée difficultés moins 1an	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez sont temporaires (d'une durée inférieure à un an). Vous ne pouvez donc pas bénéficier de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Durée <1 an (enfant)	Rejet PCH enfant Durée difficultés moins 1an	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a reconnu que ces difficultés sont temporaires (d'une durée inférieure à un an). Il ne peut donc pas bénéficier de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Première demande après 60 ans, difficultés survenues après 60 ans, pas bénéficiaire de l'ACTP, pas d'activité professionnelle	Rejet PCH 1ère demande après 60 ans et difficultés après 60 ans	Vous avez plus de 60 ans et il s'agit de votre première demande de PCH. Vous n'exercez pas d'activité professionnelle et ne bénéficiez pas de l'ACTP. La CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez pour réaliser des activités de la vie quotidienne sont intervenues après 60 ans. La limite d'âge maximale pour solliciter la prestation de compensation est de 60 ans. (article D.245-3 article L245-1 du code de l'action sociale et des familles). Vous ne remplissez donc pas les conditions d'âge vous permettant de bénéficier de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Première demande après 75 ans, difficultés survenues avant 60 ans, pas bénéficiaire de l'ACTP, pas d'activité professionnelle	Rejet PCH 1ère demande après 75 ans	Vous avez plus de 75 ans et il s'agit de votre première demande de PCH. Vous n'exercez pas d'activité professionnelle et ne bénéficiez pas de l'ACTP. La CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez pour réaliser des activités de la vie quotidienne sont intervenues avant 60 ans. La limite d'âge maximale pour solliciter la prestation de compensation est de 75 ans. (article D.245-3 article L245-1 du code de l'action sociale et des familles). Vous ne remplissez donc pas les conditions d'âge vous permettant de bénéficier de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Aides non attribuables au titre de la PCH (adulte)	Rejet PCH adulte Dépenses hors PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la CDAPH a considéré que les dépenses que vous devez engager ne font pas partie des dépenses financées par la PCH.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Aides non attribuables au titre de la PCH (enfant)	Rejet PCH enfant Dépenses hors PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la CDAPH a considéré que les dépenses que vous devez engager ne font pas partie des dépenses financées par la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Adulte - Hors définition du handicap	Rejet PCH adulte Hors définition handicap	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Enfant - Hors définition du handicap	Rejet PCH enfant Hors définition handicap	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu que sa situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (adulte)	Rejet PCH adulte Absence éléments évaluation	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (enfant)	Rejet PCH enfant Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet PCH 1 adulte	Rejet PCH1 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez ne correspondent pas aux critères spécifiques d'attribution de la prestation de compensation du handicap pour l'aide humaine mentionnés à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles (présence d'une difficulté absolue ou de deux difficultés graves pour la réalisation d'actes essentiels et absence de nécessité d'aide et/ou de surveillance pour au moins 45 minutes par jour).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet PCH 1 enfant	Rejet PCH1 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés qu'il rencontre ne correspondent pas aux critères spécifiques d'attribution de la prestation de compensation du handicap pour l'aide humaine mentionnés à l'annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles (présence d'une difficulté absolue ou de deux difficultés graves pour la réalisation d'actes essentiels et absence de nécessité d'aide et/ou de surveillance pour au moins 45 minutes par jour).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	La personne est éligible à la PCH. Cependant, elle a effectué des dépenses avant la date d'ouverture de son droit à la PCH 1.	Rejet PCH1 frais engagés hors période ouverture droits	<p>Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Cependant, la date d'ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande. (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.</p>
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	La personne est éligible à la PCH. Cependant, elle a effectué des dépenses avant la date d'ouverture de son droit à la PCH 2.	Rejet PCH2 frais engagés hors période ouverture droits	<p>Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités. (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Cependant, ce droit est ouvert à compter de la date d'acquisition ou de location de l'instrument, équipement ou système technique correspondant. Cette date est au plus tôt le premier jour du sixième mois précédant le dépôt de la demande. (alinéa 2 de l'article D.245-34 du code de l'action sociale et des familles)</p> <p>Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.</p>
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (adulte)	Rejet PCH3 logement Absence Devis	<p>Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>La CDAPH a considéré que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Cependant, vous n'avez pas fourni le devis nécessaire pour que la MDPH puisse réaliser l'évaluation des besoins d'adaptation du logement, malgré la demande de pièces complémentaires qu'elle vous a adressée. Le devis fait partie des documents décrits à l'article D245-28 du code de l'action sociale et des familles.</p> <p>Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires, y compris le devis, et tout autre compte rendu, bilan ou information complémentaire sollicités.</p>
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	La personne est éligible à la PCH. Cependant, elle a effectué des dépenses avant la date d'ouverture de son droit à la PCH 1.	Rejet PCH3 logement frais engagés hors période ouverture droits	<p>Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie.</p> <p>La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Cependant, la date d'ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande. (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.</p>

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 - déménagement dans un logement n'offrant pas une meilleure accessibilité	Rejet PCH3 Déménagement dans un logement non accessible	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a considéré que vous n'avez pas choisi de déménager dans un logement répondant aux normes réglementaires d'accessibilité (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 - aménagement du logement (lien de parenté ou d'union hébergeur)	Rejet PCH3 Absence lien de parenté ou d'union avec hébergeur	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie. Cependant, la personne qui vous héberge n'a pas de lien de parenté avec vous ou avec votre conjoint, votre concubin ou votre partenaire de pacte civil de solidarité (article D245-16 du code de l’action sociale et des familles). L’aménagement du logement dans lequel vous résidez ne peut donc pas être financé par la prestation de compensation du handicap.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	La personne est éligible à la PCH. Cependant, elle a effectué des dépenses avant la date d'ouverture de son droit à la PCH 1.	Rejet PCH3 véhicule frais engagés hors période ouverture droits	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la date d’ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles). Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (adulte)	Rejet PCH3 véhicule Absence Devis	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a considéré que vous avez besoin d’aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). Cependant, vous n'avez pas fourni le devis nécessaire pour que la MDPH puisse réaliser l'évaluation des besoins d'adaptation du véhicule, malgré la demande de pièces complémentaires qu'elle vous a adressée. Le devis fait partie des documents décrits à l'article D245-28 du code de l'action sociale et des familles. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires, y compris le devis, et tout autre compte rendu, bilan ou information complémentaire sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Les informations n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire - Les aménagements du poste de conduite ne sont pris en charge que si la personne prouve que son permis fait mention d'un tel aménagement ou la personne qui manifeste son intention d'apprendre à conduire en utilisant la conduite accompagnée et qui produit l'avis établi par le médecin, lors de la visite médicale préalable (...) ainsi que l'avis du délégué à l'éducation routière Article D245-19 CASF et R221-19 du code de la route	Rejet PCH3 Aménag véhicule - absence éléments évaluation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous pourriez avoir besoin d’aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l’action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, vous n'avez pas fourni les documents nécessaires pour que la CDAPH puisse vous attribuer la PCH pour aménager votre véhicule, malgré la demande de pièces complémentaires effectuée par la MDPH. Ces documents sont décrits à l'article D245-19 du code de l'action sociale et des familles (permis de conduire mentionnant le besoin d'aménagement du poste de conduite, avis établi par un médecin lors de la visite

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
				médicale préalable en application de l'article R.221-19 du code de la route, avis du délégué à l'éducation routière...) Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	L'utilisateur ne peut faire aménager qu'un seul véhicule : ce véhicule doit être celui qu'il utilise habituellement.	Rejet PCH3 Aménag second véhicule passager - adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que vous avez besoin d'aménager le véhicule que vous utilisez habituellement en tant que passager (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le véhicule pour lequel vous demandez un aménagement n'est pas celui que vous utilisez habituellement (article D245-18 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	L'utilisateur ne peut faire aménager qu'un seul véhicule : ce véhicule doit être celui qu'il utilise habituellement.	Rejet PCH3 Aménag second véhicule passager - enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour ses déplacements extérieurs et qu'il a besoin que soit aménagé le véhicule qu'il utilise habituellement en tant que passager (article L245-3 et D245-18 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le véhicule pour lequel vous demandez un aménagement n'est pas celui utilisé habituellement par votre enfant (article D245-18 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH3 adulte - Aménag Conduite accompagnée	Rejet PCH3 adulte Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH n'a pas reconnu vos difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et votre besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a considéré que vous ne pouvez pas bénéficier de cet aménagement, car l'avis du médecin de la préfecture ne mentionne pas la nécessité d'avoir un poste de conduite aménagé (article D245-19 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH3 enfant - Aménag Conduite accompagnée	Rejet PCH3 enfant Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de ses besoins et de son autonomie, la CDAPH n'a pas reconnu que votre enfant ait des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et ait besoin d'aménager le véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a considéré que votre enfant ne peut pas bénéficier de cet aménagement, car l'avis du médecin de la préfecture ne mentionne pas la nécessité d'avoir un poste de conduite aménagé (article D245-19 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 adulte - surcoûts transports	Rejet PCH3 adulte Transports hors conditions	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que les trajets entraînent des surcoûts sont réguliers, fréquents ou correspondant à un départ annuel en congés.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 enfant - surcoûts transports	Rejet PCH3 enfant Transports hors conditions	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que ses trajets entraînant des surcoûts sont réguliers, fréquents ou correspondant à un départ annuel en congés.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 adulte - surcoûts transports	Rejet PCH3 adulte Absence surcoût transports	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que vos trajets entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 enfant - surcoûts transports	Rejet PCH3 enfant Absence surcoût transports	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que ses trajets entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 5 adulte - pas besoin d'aide animalière	Rejet PCH5 adulte Absence besoin aide animalière	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la CDAPH a considéré qu'une aide animalière ne permettra pas de compenser vos besoins dans les activités de la vie quotidienne.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 5 enfant - pas besoin d'aide animalière	Rejet PCH5 enfant Absence besoin aide animalière	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la CDAPH a considéré qu'une aide animalière ne permettra pas de compenser ses besoins dans les activités de la vie quotidienne.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1 ^{ère} décision de CDAPH (adulte)	Non attrib supplémentaire suite demande PCH adulte	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de votre situation. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé que vous n'aviez pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou que vous n'étiez éligible à aucun droit supplémentaire.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1 ^{ère} décision de CDAPH (enfant)	Non attrib supplémentaire suite demande PCH enfant	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de la situation de votre enfant. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé qu'il n'a pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou qu'il n'est éligible à aucun droit supplémentaire.

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Attribution	Vos possibilités d'obtenir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite de l'altération d'une ou plusieurs fonctions	Attrib RQTH	La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap entraîne des difficultés pour accéder à l’emploi ou rester dans l’emploi (article L5213-1 du code du travail).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Attribution	La CDAPH vous a attribué une orientation vers un établissement ou service d'aide par le travail, vers le marché du travail ou vers un centre de rééducation professionnelle. Cette orientation vaut reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé	Attrib RQTH Suite attrib ORP	La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap entraîne des difficultés pour accéder à l’emploi ou rester dans l’emploi (article L5213-1 du code du travail).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet RQTH Hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants	Rejet Absence éléments évaluation	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des comptes rendus ou bilans sollicités.
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Rejet RQTH	Rejet RQTH	La CDAPH a considéré que les conséquences de votre situation de handicap n’entraînent pas de difficultés pour accéder à l’emploi ou rester dans l’emploi (article L5213-1 du code du travail).

Contestation - Rejet

Objet de la contestation	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Quel que soit l’objet	Rejet	Absences des éléments nécessaires à l’évaluation malgré relances de l’usager	Rejet Absence éléments évaluation	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation afin de répondre à votre recours. Vous pouvez reprendre contact avec la MDPH pour qu'elle vous indique les démarches possibles suite à cette décision.
Quel que soit l’objet	Rejet	Impossibilité de préciser l’objet de la contestation malgré relances de l’usager	Rejet contestation sans objet précis	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure de répondre à votre recours. Comme mentionné dans l'article R.241-36 du code de l'action sociale et des familles, votre recours doit indiquer précisément les motifs de votre contestation et les éléments insuffisamment ou incorrectement pris en compte par la MDPH. Ces éléments faisant défaut, la CDAPH n'a pas été en mesure de prendre une décision.
Quel que soit l’objet	Rejet	RAPO sur le même objet en cours ou déjà traité	Rejet RAPO en cours ou déjà traité sur le même objet	Vous avez déjà déposé un recours similaire contre la même décision (article R.834-4 du code de la justice administrative). La CDAPH a donc considéré que votre nouveau recours n'est pas recevable.
Quel que soit l’objet	Rejet	Le recours n’a pas été fait dans les délais (et si l’usager a bien reçu une décision notifiée avec date certaine et mention des voies et délais de recours)	Rejet décision contestée hors délai	Vous n'avez pas déposé votre recours dans le délai légal de deux mois à compter de la notification de la décision contestée (article R.142-1 A du code de la sécurité sociale). La CDAPH a donc considéré que votre recours n'est pas recevable.
Quel que soit l’objet	Rejet	Le requérant n’a pas la qualité à agir (il ne s’agit pas de l’usager, de son représentant légal ou d’un organisme intéressé)	Rejet requérant non-habilité	La CDAPH a considéré que vous ne disposez pas de la qualité à agir contre cette décision, ce droit de déposer un recours étant limité aux personnes ou organismes directement concernés par la décision (article R.241-36 du code de l'action sociale et des familles).